

FAALEC

5 Place Pierre de Coubertin

18000 BOURGES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2023

Aux Adhérents u Fonds de dotation FAALEC,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation FAALEC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BOURGES, le 30 Mai 2024,

Cabinet Olivier CORTET,

**Société d'Expertise-Comptable et de
Commissariat aux Comptes.**

Olivier CORTET,

Commissaire aux Comptes associé.



FAALEC

5 Place Pierre de Coubertin

18000 BOURGES

BILAN ACTIF

BILAN ACTIF		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		brut	à déduire	net	
IMMOBILISATIONS	ACTIF IMMOBILISE				
	Immobilisations incorporelles :				
	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Immobilisations corporelles :				
	Terrains	393 529,58		393 529,58	232 750,00
	Constructions	2 101 039,02	135 102,23	1 965 936,79	773 234,85
	Installations techniques, matériels industriels				
	Autres immobilisations corporelles				
CREANCES	Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations financières (1)				
	Autres participations	15 015,00		15 015,00	15 015,00
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	total	2 509 583,60	135 102,23	2 374 481,37	1 020 999,85
	ACTIF CIRCULANT				
	Stocks et en-cours				
CREANCES	Matières premières et fournitures				
	Autres approvisionnements				
	En-cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes sur commandes				
	Créances (2)				
	Créances redevables et comptes rattachés			24 718,51	
	Autres			1 704,95	56 457,49
	Valeurs mobilières de placement				
CREANCES	Disponibilités			199 536,08	226 814,89
	Charges constatées d'avance (3)				
	total			225 959,54	283 272,38
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Primes de remboursement des emprunts				
	Ecart de conversion Actif				
	total				
	TOTAL GENERAL			2 600 440,91	1 304 272,23
	ENGAGEMENTS RECUS				
	Legs nets à réaliser				
	Acceptés par les organes statutairement compétents				
	Autorisés par l'organisme de tutelle				
	Dons en nature restant à faire				
	(1) Dont à moins d'un an				
	(2) Dont à plus d'un an				

BILAN PASSIF

BILAN PASSIF		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds associatifs et réserves	FONDS PROPRES		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	311 750,00	36 750,00
	Réserves		
	Excédent affectés à l'investissement		
	Réserves de compensation		
	Réserves affectées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
	Report à nouveau	214 235,04	230 499,73
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Provisions	Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
	Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
	Résultat net comptable de l'exercice	27 885,17	-16 264,69
	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Couverture du besoin en fonds de roulement		
	Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des investissements		
	Réserves des plus values nettes d'actifs		
	Immobilisations grevées de droits		
	total	553 870,21	250 985,04
	Provisions		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	total		
	Fonds dédiés		
	sur subventions de fonctionnement		
	sur autres ressources		
	total		
Dettes (1)	DETTES		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 038 267,67	1 045 232,19
	Emprunts et dettes financières diverses (3)		
	Avances et acomptes reçues sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 303,03	8 055,00
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	total	2 046 570,70	1 053 287,19
	Ecart de conversion Passif		
	TOTAL GENERAL	2 600 440,91	1 304 272,23
	ENGAGEMENTS DONNES		
	(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an		
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
	(3) Dont emprunts participatifs		

FAALEC
5 Place Pierre de Coubertin
18000 BOURGES

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2023

COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue biens et services	8 919,00	17 770,00
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges		
Cotisations		
Autres produits	135 738,22	62 650,00
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 293,77	1 069,42
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital - cessions actifs, subventions d'investissements		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieures		
Solde débiteur : Perte		16 264,69
TOTAL GENERAL	146 950,99	97 754,11
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2023

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
Charges d'exploitation (1)		
Achat de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	15 535,47	26 445,48
Impôts, taxes et versements assimilés	11 697,49	25 517,00
Rémunération du personnel		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements		
Dotations aux provisions		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Autres charges		
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	27 345,78	9 531,63
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	150,00	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions	64 337,08	36 260,00
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Solde créditeur : Excédent	27 885,17	
TOTAL GENERAL	146 950,99	97 754,11
EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite des biens et services		
Personnel bénévole		
(1) dont charges afférentes à des excercices antérieurs		

ANNEXES

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE, EVENEMENTS POST CLOTURE, PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.**1.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE, EVENEMENTS POST CLOTURE :**

Sur l'exercice 2024, 1 emprunt est en cours de réalisation pour l'acquisition d'un nouveau projets 117 avenue Général de Gaulle à Bourges.

1.2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon les dispositions du plan comptable général et de la réglementation en vigueur (décret n°83-1020 du 29.11.1983 – articles 7, 21, 24, début, 24-1, 24-2 et 24-3).

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN :**2.1 ACTIF :****2.1.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :**

EVALUATION : Elles sont constituées de logiciels informatiques acquis auprès de fabricants spécialisés évaluées au coût d'acquisition.

Amortissement	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 ans

Evolution du poste : **Néant**

2.1.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EVALUATION : Les immobilisations corporelles sont évaluées suivant les règles définies par la réglementation en vigueur.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douanes et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partis du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Production d'immobilisation : Néant

Evolution du poste : **voir tableaux des immobilisations annexés.**

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Catégories	Durée
Aménagement des terrains	5 à 20 ans
Bâtiments	15 à 20 ans
Construction sur sol d'autrui	10 à 15 ans
Aménagement sur sol d'autrui	3 à 15 ans
Matériels industriels	2 à 10 ans
Installations générales	3 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 5 ans
Matériels de bureau	2 à 5 ans
Mobiliers	5 à 10 ans
Plantation pérennes	5 à 10 ans

Evolution du poste : **voir tableau des amortissements annexé.**

2.1.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût d'acquisition (coût d'achat hors frais engagés).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée du montant de la différence.

Evolution : **voir tableau des immobilisations annexé.**

2.1.4 STOCKS

Evaluation : néant.

Dépréciation : Une provision doit être comptabilisée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur actuelle. Aucune provision n'a été constituée.

2.1.5 CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée notamment en fonction d'une analyse de l'antériorité et des perspectives de recouvrement.

Echéance des créances : **voir tableau des créances et des dettes annexées.**

Produits à recevoir : **voir tableau des produits à recevoir annexé.**

Créances représentées par des effets de commerce : Néant.

2.1.6 AUTRES INFORMATIONS SUR L'ACTIF

Néant

2.2 PASSIF

2.2.1 FONDS PROPRES

Evolution : **voir tableau des capitaux propres annexé.**

Subventions d'investissement : Néant

2.2.2 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Evolution : **Néant**

2.2.3 DETTES FINANCIERES

Classement par échéance : **voir tableau des créances et des dettes annexées.**

2.2.4 AUTRES DETTES

Classement par échéance : **voir tableau des créances et des dettes annexées.**

Charges à payer : **voir tableau détail des charges à payer annexé.**

Dettes représentées par des effets de commerce : Néant

2.2.5 AUTRES INFORMATIONS SUR LE BILAN

Néant

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Engagement retraite : néant

Effectif moyen : néant

Bénévolat : néant

Garantie financière : néant

Autres : Néant

4. TABLEAUX DE L'ANNEXE

Voir pages suivantes.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Immobilisations		Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virements poste à poste	Valeur brute fin exercice
Immobilisations Incorporelles	Frais d'établissement					
	Total I					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Total II					
Immobilisations Corporelles	Terrains	232 750,00	160 779,58			393 529,58
	Constructions	844 000,00	1 257 039,02			2 101 039,02
	Install. techn., matériel, outillage					
	Install. générales, ag. am. divers					
	Matériel de transport					
	Mat bur. et informatique, mobilier					
	Immob. corp. en cours					
	Autres					
	Avances et acomptes					
	Total III	1 076 750,00	1 417 818,60			2 494 568,60
Immobilisations Financières	Participations	15 015,00				15 015,00
	Créances rattachées à des part.					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immob. Financières					
	Total IV	15 015,00				15 015,00
Total général (I+II+III+IV)		1 091 765,00	1 417 818,60			2 509 583,60

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Immobilisations		Amortissements début exercice	Augmentation	Diminution	Virements poste à poste	Amortissements fin exercice
Immobilisations Incorporelles	Frais d'établissement					
	Total I					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Total II					
Immobilisations Corporelles	Terrains					
	Constructions	70 765,15	64 337,08			135 102,23
	Install.techn., matériel, outillage					
	Install. générales, ag. am. divers					
	Matériel de transport					
	Mat bur. et informatique, mobilier					
	Plantations					
	Total III	70 765,15	64 337,08			135 102,23
Total général (I+II+III)		70 765,15	64 337,08			135 102,23

FONDS PROPRES

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice 1	Augmentation de l'exercice 3	Diminution de l'exercice 4	Montant à la fin de l'exercice 5
Fonds associatifs sans droit de reprise	36 750,00			36 750,00
Réserves				
Réserve de compensation				
Réserve du Besoin en Fonds de Roulement				
Report à nouveau				
Report à nouveau	230 499,73		16 264,69	214 235,04
Dépenses refusées par autorité de tarification				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Dépenses non opposables aux tiers financeurs				
Résultat de l'exercice	-16 264,69	44 149,86		27 885,17
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Couverture du Besoin en Fonds de roulement				
Amort. dérogatoires et prov. investissements				
Réserves des plus values nettes d'actifs				
Immobilisations grévées de droits				
Total général	250 985,04	44 149,86	16 264,69	278 870,21

FAALEC

Exercice clos le : 31 Décembre 2023

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A moins d'1 an	A plus d'1 an
Actif immobilisé (immo fi)			
Actif circulant	26 423,46	26 423,46	
Disponibilités	199 536,08	199 536,08	
Charges constatées d'avances			
Total général	225 959,54	225 959,54	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées	1 045 232,19	76 926,50	325 309,48	1 632 625,25
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	8 303,03	8 303,03		
Dettes fiscales et sociales				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
Total général	1 053 535,22	85 229,53	325 309,48	1 632 625,25

PRODUITS A RECEVOIR

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/23	31/12/22
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	16 476,51	5 710,00
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total général	16 476,51	5 710,00

CHARGES A PAYER

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/23	31/12/22
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 120,00	3 055,00
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
Total général	3 120,00	3 055,00

FAALEC

5 Place Pierre de Coubertin

18000 BOURGES

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 2023

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Fonds de dotation nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Nous vous listons ci-après les conventions règlementées que nous avons relevé dans le cadre de nos travaux sur l'audit des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 :


- Le fonds de dotation FAALEC a conclu avec l'association Le Relais des baux et a donné en location des biens immobilier à l'association. Ces loyers ont représenté la somme de 61 312,07 € au titre de l'année 2023 auquel s'ajouter la refacturation de la taxe foncière d'un montant de 1 279,00 €.
- Le fonds de dotation FAALEC a conclu avec la SAS HESTIA des baux et a donné en location des biens immobilier à la société. Ces loyers ont représenté la somme de 47 357,53 € au titre de l'année 2023 auquel s'ajouter la refacturation de la taxe foncière d'un montant de 7 640,00 €.

- L'association Le Relais a conclu avec le fonds de dotation FAALEC une convention de comptabilité en date du 3 janvier 2022. La somme facturée par l'association Le Relais au fonds de dotation FAALEC s'élève pour l'exercice 2023 à 1 020 €.

Fait à BOURGES, le 30 Mai 2024,

**Cabinet Olivier CORTET,
Société d'Expertise-Comptable et de
Commissariat aux Comptes.**

**Olivier CORTET,
Commissaire aux Comptes associé.**

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping loops and strokes, positioned below the printed name and title.